



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

HCR • UNICEF • PAM • PNUD • UNFPA • ONUDC
OIT • UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

Discours

**Déclaration lors de la Réunion de haut niveau de
l'Assemblée générale sur le VIH/SIDA**

New York, 2 juin 2005

**par le Dr Peter Piot
Directeur exécutif de l'ONUSIDA**

Excellences, distingués délégués, collègues et amis :

Nous avons entendu le Secrétaire général souligner dans son discours le changement considérable intervenu dans l'action mondiale contre le SIDA depuis l'adoption par cette auguste Assemblée, il y a quatre ans, de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA.

Et pourtant, comme l'ont déclaré le Secrétaire général et Son Excellence Monsieur Jean Ping, nous n'avons pas renversé l'épidémie. En fait, étant donné l'aggravation spectaculaire de l'épidémie au cours de ces dernières années, le fossé entre les besoins et l'action est toujours extrêmement profond et pourrait même se creuser encore davantage.

Si l'on considère les quatre dernières années, deux faits troublants apparaissent comme évidents. L'un est que le SIDA est une crise mondiale sans précédent, dont il n'existe pas d'autre exemple similaire. L'autre est que jusqu'à ce que nous maîtrisions cette épidémie, et à moins que nous ne le fassions, elle continuera de s'étendre et de s'aggraver – pendant des décennies – tuant un nombre incroyablement élevé d'individus et détruisant des sociétés entières.

Mesdames et Messieurs :

Ces deux faits exigent que nous fassions un bond spectaculaire dans notre engagement, dans nos buts et dans notre action en combattant cette terrible épidémie. Ces deux faits nous montrent que cette épidémie nous vaincra à moins d'une riposte exceptionnelle des dirigeants et des publics partout dans le monde.

Notre riposte ne correspondra à ce défi que lorsque plusieurs jalons auront été atteints.

Le tout premier jalon consiste à ce que le SIDA obtienne le même degré d'attention et de préoccupation de la part des dirigeants mondiaux que celui qu'ils accordent à la sécurité mondiale – sans oublier un seul iota. Dans chaque organe politique clé, l'épidémie de SIDA doit être abordée d'une manière aussi régulière et avec la même attention que le sont les menaces et les crises les plus urgentes en matière de sécurité.

Le deuxième jalon essentiel consiste à assurer l'accès universel tant à la prévention du VIH qu'au traitement du VIH. En l'espace de ces dernières années, il est apparu clairement que rien de moins que l'accès universel à la prévention et au traitement efficaces du VIH ne suffirait si nous voulons empêcher cette épidémie d'engloutir les générations à venir.

Et pour que l'accès universel se concrétise, nous devons combler immédiatement le manque de financement qui s'élève à plusieurs milliards. Oui, des progrès considérables ont été réalisés depuis 2001, en particulier grâce à la création du Fonds mondial réclamé par l'Assemblée générale dans la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA. Mais le déficit s'élargit.

Un troisième jalon consiste à faire travailler l'argent disponible pour les personnes sur le terrain. Pour que l'argent disponible travaille efficacement, tous les acteurs et tous les organismes de financement doivent soutenir des stratégies dirigées sur le plan national par l'intermédiaire des 'Trois Principes' qui ont été adoptés par les gouvernements, la société civile et les donateurs du monde entier depuis 2004. Et pour que l'argent disponible travaille, il faut accorder aux droits et aux besoins des femmes et des personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées – en particulier les professionnel(le)s du sexe, les hommes qui ont des rapports sexuels

avec des hommes, et les consommateurs de drogues injectables – la plus haute priorité dans la pratique. Et, de même, il faut donner aux personnes vivant avec le VIH le rôle de leadership auquel ils ont droit à tous les niveaux.

Mesdames et Messieurs :

Un quatrième jalon en direction d'une riposte qui corresponde vraiment à la menace consiste à incorporer pleinement un horizon à long terme dans notre planification et dans nos actions. Nous devons passer du réactionnel à l'actif et au stratégique. C'est là un impératif car l'épidémie de SIDA est une épidémie à long terme, et elle ne disparaîtra pas simplement du jour au lendemain. En conséquence, alors que nous œuvrons dans l'urgence pour faire de l'accès universel à la prévention et au traitement du VIH une réalité, nous devons aussi faire plusieurs autres choses. Nous devons mettre en place les systèmes nécessaires pour réaliser des solutions à plus long terme, telles qu'un vaccin contre le VIH et un microbicide. Nous devons nous attaquer aux forces fondamentales qui entraînent cette épidémie, telles que le manque d'éducation, les inégalités entre les sexes, la pauvreté et la discrimination. Et nous devons renverser les obstacles persistants au développement créés par l'épidémie elle-même, comme les générations d'enfants rendus orphelins et la perte des capacités humaines et institutionnelles. En d'autres termes, nous devons planifier une action exceptionnelle sur ce qui fera la différence dans un an et dans cinq ans – comme dans 10 ans et dans 20 ans. Nous devons faire ce saut conceptuel dans notre planification et nos actions.

Monsieur le Président, je peux vous assurer de l'engagement des 10 organismes coparrainants de l'ONUSIDA et de mon engagement personnel à travailler dur pour atteindre ces quatre jalons. Nous avons parcouru un long chemin depuis la création de l'ONUSIDA – le Programme commun et coparrainé des Nations Unies sur le VIH/SIDA – mais ce n'est pas suffisant. En tant que système des Nations Unies, nous devons maximiser notre efficacité collective en réunissant nos efforts dans chaque pays en tant qu'équipe et programme réellement communs des Nations Unies sur le SIDA. Ce n'est rien d'autre que la réforme des Nations Unies en action pour le bénéfice des personnes.

Mesdames et Messieurs :

La Déclaration d'engagement adoptée en 2001 a été un courageux et immense bond en avant – mais il s'avère aujourd'hui que la réussite du combat contre cette épidémie exige de pratiquement chaque pays l'exécution d'un plan beaucoup plus solide, d'une action beaucoup plus forte, et des cibles claires allant au-delà de 2015.

Si nous investissons maintenant à la bonne échelle et d'une manière adéquate dans la lutte contre cette épidémie, nous pourrions libérer beaucoup plus tôt que nous ne le pensions les maigres ressources dont on a désespérément besoin pour le développement. Résoudre la crise du SIDA, c'est aussi supprimer un obstacle majeur à la réalisation des Objectifs de Développement pour le Millénaire.

L'appel respectueux que je vous adresse est que lorsque cette Assemblée se réunira dans un an, ce ne soit pas pour discuter de ce qui n'a pas été fait par rapport au SIDA, mais pour convenir de l'action pour aborder les obstacles matériels et, si j'ose dire, politiques sur la voie de l'accès universel à la prévention et au traitement du VIH. Nous ne pouvons pas nous permettre de prendre du répit avant d'avoir réalisé cela.

Merci.